

lundi 12 février 2018

Unifions nos colères

#BalanceTonHosto

Après les minables 50 millions d'euros annoncés par la ministre pour les EHPAD (moins d'un tiers d'emploi par EHPAD !) la colère des personnels ne retombe pas. Après la journée nationale de grève bien réussie du 30 janvier, une nouvelle est appelée pour le 15 mars. Même le président de la Fédération Hospitalière de France (les directeurs d'hôpitaux) prévient que « l'hôpital est à l'os », en burn-out. D'ailleurs le hashtag #BalanceTonHosto fait un tabac.

Les grèves se multiplient à Toulouse, Lyon, Amiens et ailleurs. Des hospitaliers ont rejoint les manifestants des EHPAD le 30 janvier : dans tout le secteur de la santé, le personnel n'en peut plus et exige des embauches. Le premier ministre doit présenter ce mardi 13 février un « plan de transformation de l'offre de soins ». Mais qu'attendre d'un gouvernement qui augmente de 1,7 milliard d'euros par an le budget de l'armée en précisant que cet argent sera pris sur d'autres budgets de l'État ?

#BalanceTonPatron

Les plans de licenciements chez Pimkie, Carrefour ou ailleurs ne passent pas. Après les agents de nettoyage d'ONET dans les gares du Nord de Paris, ce sont les femmes de chambre et les plongeurs de l'hôtel Holiday Inn de Clichy qui ont gagné leur lutte. Chez Air France l'ensemble des syndicats appellent à la grève le 22 février sur les salaires...

#BalanceTonMinistre

Les profs des lycées et des universités refusent de faire le sale boulot de sélection des bacheliers qu'on leur propose avec le logiciel Parcoursup.

Leur colère rejoint bien sûr celle des étudiants et des lycéens qui depuis le 1er février ont commencé à se mobiliser contre ces réformes (Lycée, Bac, Université) dont le seul but est de faire des économies en fermant encore plus les portes du supérieur aux élèves des couches populaires.

Salariés du public, du privé, usagers, tous attaqués

Le gouvernement s'en prend à tous les services publics. Ainsi dans certains coins du département de l'Aisne, le seul service public qui reste est un camping-car passant une fois par mois dans chaque village d'une communauté de communes ! Mais cette désertification touche aussi bien des zones rurales que des quartiers populaires.

Sous prétexte de rentabilité, on regroupe, on ferme des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des trésoreries, des antennes de la CAF... La création de sites internet sert de prétexte pour fermer les accueils. Et dans ce climat le gouvernement a lancé le 1er février une attaque sans précédent contre les fonctionnaires : hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre : l'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, qui sont déjà 940 000, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et sont jetables à la première occasion. Il s'en prend également aux maigres protections offertes par le statut de fonctionnaire, entre autres par le projet d'un « plan de départs volontaires », c'est-à-dire de plans de licenciements déguisés, comme dans le privé. Les dirigeants des syndicats de fonctionnaires, choqués de ne pas avoir été consultés avant l'annonce du gouvernement, ont protesté sur la méthode, mais la plupart vont quand même participer au « dialogue social » avec lui. Et l'appel à la grève par 7 des 9 fédérations de fonctionnaires n'est que pour le 22 mars...

Le choc en retour, comme en 68 ?

Macron se prend pour le DRH du trust France et distribue des milliards à ses riches actionnaires sous forme de déduction d'impôts. Il avance au pas de charge... appliquant la « stratégie du choc ». Mais attention au choc en retour : aux salariés et aux jeunes de passer du mécontentement général à la riposte générale, comme il y a 50 ans, en mai 68.

Pas d'intempéries pour les profits

La semaine dernière, avec la neige, c'était une vraie galère pour venir à l'usine. Prendre la voiture ou le train pour ceux qui habitent loin... Ne pas glisser en sortant du métro... Il n'y avait quasiment plus de camions, mais la direction a continué à nous faire venir coûte que coûte, elle n'a même pas annulé le samedi Cmod pour l'équipe B. Un sou est un sou, il faut croire que PSA a drôlement besoin de la production de Saint-Ouen en ce moment. De quoi nous motiver pour l'action contre la « décroissance pilotée ».

Numéro vert : de quoi rire jaune

Il n'y a que le mercredi après-midi où l'usine a tourné au ralenti... mais dans la désorganisation la plus totale. Certains n'avaient pas été prévenus et ont été priés de rebrousser chemin à leur arrivée, ce qu'ils n'ont pas vraiment apprécié. Prendre sur les compteurs pour faire face aux aléas climatiques, non merci ! Aménager nos horaires toute la semaine sans contrepartie serait la moindre des choses, quand on voit le nombre de pièces fabriqué dans l'usine en une année, ce serait plus qu'un dû.

À Poissy : des voitures, coûte que coûte

Mardi la préfecture de Police avait alerté dès 13h du danger de la route, interdisant les poids lourds. La direction de Poissy n'en a tenu compte qu'en fin de journée laissant des salariés pris au piège qui ont dû se faire héberger en urgence. De même, elle a refusé d'annuler l'équipe de nuit. Vendredi matin même chose, la préfecture donne l'alerte verglas et neige dès 9h30, les cars sont donc annulés mais la direction fait travailler jusqu'à 12h.

Dans les deux cas il n'y avait plus de cars en fin d'équipe et les retours ont été catastrophiques pour beaucoup. Pour la direction de PSA, la préfecture de Police c'est utile pour faire intervenir les flics contre une manifestation de sous-traitant comme GM&S devant l'usine de Poissy, mais pas pour la sécurité routière des salariés.

400 euros pour tous !

Le deuxième rendez-vous pour les NAO (négociations annuelles obligatoires) a lieu le 15 février. Dans ces rounds de négociations, il n'y a que les palabres qui sont obligatoires, et qui ne débouchent sur rien sans mobilisation des salariés : depuis 2013, il y a eu en tout et pour tout 19 euros d'augmentation de salaire chez PSA ! Autant dire une diminution, face au coût de la vie. Alors le 14 février,

il est temps de se mobiliser pour exiger 400 euros d'augmentation pour tous.

Désignés peut-être, mais pas résignés !

Chez Altédia, une nouvelle personne est chargée de nous convaincre de quitter les lieux... Elle a l'air très déterminée, et passe même voir sur leurs postes de travail ceux qu'elle a ciblés comme candidats potentiels au départ. Des bilans de compétence sont par ailleurs prévus cette semaine.

La formule change, le but reste le même : nous mettre dehors, volontaires désignés. Mais un boulot, par les temps qui courent, ça ne se quitte pas comme ça, il faut continuer à demander des comptes à PSA sur l'avenir de l'usine.

Vous avez dit social ?

Nous avons encore changé d'assistante sociale. L'assistante sociale présente jusqu'alors était en CDD et PSA n'a pas reconduit son contrat. Tout se passait très bien, le lien était établi avec les salariés, c'est sans doute ce que la direction cherche à éviter. La nouvelle assistante sociale devra tout reprendre à zéro. De même, nous n'avons toujours pas d'ergonome. Une bonne manière de nous faire comprendre que tout ce qui est nécessaire aux salariés est pour la direction complètement secondaire.

Décidément, le profit n'a pas d'odeur

Plusieurs journaux allemand et américains ont révélé que des industriels de l'automobile Volkswagen ont organisé des tests sur des singes et des êtres humains. Au menu gaz d'échappement de moteur diesel et cocktail de NOx (oxyde d'azote) à inhaler. Devant le scandale, les constructeurs n'osent pas nier mais prétendent avoir été dépassés par les organismes auxquels ils sous-traitaient leurs études de toxicité. Ce qui les dérange c'est surtout que cela soit rendu public.

PSA, en Algérie comme en France...

PSA va construire dans quelques mois sa nouvelle usine à Oran en Algérie. Les voitures de Renault et Kia déjà fabriqués en Algérie pour le marché Nord-Africain sont hors de prix. PSA a du déclarer que ses 208 seraient moins chères que celles importées d'Europe (en économisant sur la sécurité et l'environnement ?).

Reste pour les ouvriers Algériens d'obtenir les salaires leur permettant d'acheter les voitures qu'ils produisent. Une offensive des travailleurs des deux côtés de la méditerranée pourrait changer la donne.